

Atelier n°3

Fret / Culture / Agro : Comment développer des filières d'approvisionnement local pour les événements culturels ?

Dans le cadre des Ateliers collaboratifs du projet « Vers des économies régionales bas carbone » du Shift Project, organisés le 17 avril à Rennes.

I. Définition et enjeux du localisme

- Qu'est-ce qu'un produit local ? Exemple de la bière : malt et houblon produits localement ou seulement brassage local ?
- Les gros fournisseurs (Heineken) ont des politiques de sponsoring qui aident les festivals, ce qui n'encourage pas la filière locale. Les transporteurs sont liés aux fournisseurs et ont le même problème de localisation.
- « Local » = moins de 200 km autour de l'événement.
- Une étude montre que le total des micro brasseries émet davantage de GES en production qu'un seul gros site, mais sans doute compensé par la réduction du fret (étude réalisée mais non publiée).
- La production locale peut être préférable car elle favorise aussi l'économie locale.
- Exemple de logistique de collecte des urines lors des festivals à changement de WC, logistique plus complexe et lointaine (vers Bordeaux) et coût supplémentaire (+ 3K€) pour le festival mais gain pour une entreprise.
- Question du cahier des charges de Rennes métropole pour les festivals.
- Engagement du festival à faire un certain nombre d'actions écologiques / sociales. Sur le mode déclaratif, il y a un vrai manque de contrôle derrière.

II. Cas d'étude : un festival breton

- Festivals : modèle social très fragile : Etude SMA : 55% des adhérents en déficit en 2023.
- Secteur très dépendant des aides publiques.
- Les exigences écologiques représentent des contraintes financières supplémentaires.

- Discussion autour du modèle : les chanteurs connus (et chers) ne viendraient pas dans une multitude de petits festivals. Mais ce serait peut-être plus rentable avec des artistes locaux ?
- Quand les fournisseurs sont sponsors, il y a exclusivité ce qui empêche de diversifier avec des fournisseurs locaux.
- Grosse quantité et possibilité de mettre des « tanks » de bière (volumes > 500 litres) ce qui nécessite moins de livraisons et moins de transports.

Du point de vue du financeur public :

- Il existe un frein sur la question des boissons. On ne parle pas d'alcool à la puissance publique, non-dit lors de la présentation des budgets.
- Question alimentation : il est plus facile de contrôler le cahier des charges (nourriture bio, locale, etc.) quand l'alimentation est internalisée plutôt que sous-traitée à des fournisseurs type food trucks, etc.
- Les financeurs publics gèrent aussi des cantines scolaires avec des exigences bios etc. et pourraient jouer un rôle de conseil aux festivals ou mutualiser les approvisionnements.
- Une communication vers les consommateurs festivaliers pourrait aider à restreindre l'offre d'alimentation, donc réduire le gaspillage.

La gouvernance est responsable des questions écologiques :

- Veille législative (respecter / anticiper)
- Choix des approvisionnements
- Fournisseurs matériel (gobelets, assiettes, plats)
- Prescription auprès des transporteurs (pour limiter les retours à vide par exemple)
- Collectif des festivals à association mutualisation des festivals, mais son rôle n'est pas de faire de la gestion physique (stockage...)
- Rôle « d'aiguillon » envers les fournisseurs avec les remontées des avis des festivaliers.

Gouvernance stratégique (vue sur long terme) :

- L'exigence n'est pas aussi forte vers les petits fournisseurs

Gouvernance intersectorielle :

- Exemple intervention auprès de la chambre d'agriculture pour les appels d'offres.
- Contacts avec DRAC, DRAAF
- Les instances publiques pourraient aider au changement de modèle (se passer d'un sponsoring pour mesurer l'impact)
- Les critères de fourniture locale peuvent être mis en contradiction avec les règles européennes de libre-échange.
- Référentiel de bilans carbone permettant de se comparer
 - Commence par la mesure de l'empreinte carbone
 - Exemple : conditionner les subventions si baisse de 5 % / an de GES.
 - Bonus en cas de dépassement des objectifs.
- Principe de budget carbone limité pour chaque festival.
- Y a-t-il une norme type ISO pour les festivals ?
- Autres indicateurs :

- Déchets / festivalier
- L'énergie n'est pas comptabilisée (fret, etc...)
- Comment mesurer les transports individuels ?

III. Tour de table de fin

- Le dialogue inter sectoriel n'est pas simple (différences culturelles)
- Labellisation des festivals (existe en régions PACA).
 - Labellisation entre pairs / échange de bonnes pratiques
 - Question des ressources nécessaires pour le contrôle des normes / labels
- Corrélation entre le nombre de salariés et l'avancement de sujets ?